



Les enjeux du développement des zones cotonnières d'Afrique de l'Ouest et du Centre

Quels sont les principaux enjeux qui président à l'avenir des zones cotonnières africaines, alors que sont remises en question les bases du développement qui ont prévalu jusqu'à maintenant ? Si le coton est le moteur principal de l'économie de nombreux pays producteurs africains, il n'est pas sûr qu'il en soit de même à l'avenir. Ces questions amènent à s'interroger sur le rôle de l'ensemble du secteur agricole dans le développement global de ces pays.

Le développement des zones cotonnières d'Afrique de l'Ouest et du Centre a été souvent présenté comme une *success story* : croissance de la production qui a dépassé 2 millions de tonnes de coton graine (tableau 1), revenus monétarisés réguliers pour les producteurs, modernisation de l'agriculture, structuration du monde rural, amélioration des équipements socio-collectifs (pistes rurales, hydraulique villageoise, dispensaires, maternités, etc.).

Le développement, en fait très divers selon les zones, reste fragile. Les deux crises successives des prix à l'exportation du coton des années 1986-1987 et 1991-1993 avaient permis d'introduire plus de rigueur dans la gestion des filières en agissant à l'échelle de sociétés semi-étatiques. Celles-ci constituaient alors le moyen de l'intégration vers l'amont d'une part pour la fourniture d'intrants à crédit, les conseils aux paysans et l'organisation de la collecte, et vers l'aval d'autre part pour

l'égrenage, la trituration de graines et la commercialisation. La nouvelle crise des prix à l'exportation en 1999 repose la question de la compétitivité du coton africain alors que la concurrence mondiale s'est exacerbée et que les subventions extérieures, en particulier celles capables de prendre en compte les déficits comme lors de la précédente crise, ne sont plus à la mode. Les filières cotonnières sont en effet pleinement concernées par la vague de libéralisation préconisée par les institutions de Bretton Woods, ce qui remet en cause le système d'intégration des filières mis en place avec l'appui de la Compagnie française pour le développement des fibres textiles (Cfdt) et le rôle interventionniste de l'Etat. Des privatisations sont en cours dans plusieurs pays comme le Bénin, le Togo, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, etc., dans un contexte imparfait de concurrence. En parallèle, alors que les systèmes d'appui au producteur se dégradent — les projets de vulgarisation ou de services agricoles soutenus par la

J.-C. DEVEZE, agroéconomiste

Note : cet article a fait l'objet d'un exposé lors du séminaire « Rôle et place de la recherche pour le développement des filières cotonnières en évolution en Afrique », 1-2 septembre 1999, Montpellier, France.

Référence : J.-C. DEVEZE, 2000. Les enjeux du développement des zones cotonnières d'Afrique de l'Ouest et du Centre. In Actes du séminaire Rôle et place de la recherche pour le développement des filières cotonnières en évolution en Afrique, 1-2 septembre 1999, Montpellier, France, Cirad, DEGUINE J.-P., FOK M., GABOREL C. (éditeurs), p. 133-136. Montpellier, France, Cirad, Colloques, 238 p.

Tableau 1. La production de coton graine dans quelques pays d'Afrique (campagne 1998-1999, chiffres provisoires).

Pays	Production (t coton graine)
Bénin	330 000
Burkina Faso	284 000
Côte d'Ivoire	360 000
Mali	515 000
Sénégal	11 600
Togo	187 000
Cameroun	194 000
République centrafricaine	38 000
Tchad	161 000
Guinée	37 000

Source : FICHET M., 1999. Afrique, une campagne difficile. Coton et développement 30 : 5-7.

Banque mondiale ont montré leurs limites —, la course à la terre, alimentée par la pression démographique et par le souci des paysans d'accroître leurs droits fonciers, entraîne une extensification dangereuse de la production qui se traduit par une stagnation ou une baisse des rendements à l'hectare, sauf actuellement en Côte d'Ivoire. Ceci s'accompagne d'une dégradation de la fertilité des nombreux sols fragiles des zones cotonnières.

rôle de l'Etat et des bailleurs de fonds, du financement de l'agriculture. Le problème de l'organisation future des filières cotonnières devrait normalement en partie se résoudre dans le cadre de l'élaboration de nouveaux rapports entre les deux acteurs centraux que sont les égreneurs négociants d'une part et les producteurs de coton d'autre part. La piste la plus porteuse d'avenir pourrait être celle de l'établissement de

rapports contractuels entre ces deux partenaires organisés professionnellement, une véritable interprofession étant ou non créée selon les cas. Celle-ci suppose que chaque profession comprenne un nombre suffisant de membres qui acceptent de respecter les accords signés quelle que soit la conjoncture économique. Il existe beaucoup d'autres possibilités : coopératives de producteur ayant leur propre outil d'égrenage ou possédant des participations dans des sociétés agissant à l'amont et à l'aval de la production, accord tripartite entre les sociétés cotonnières, les organisations de producteurs et l'Etat, etc. L'important est que le système mis en place permette à chacun de jouer de façon professionnelle son rôle dans le cadre d'accords où les intérêts réciproques soient pris en compte dans la durée.

Le rôle futur de l'Etat et des bailleurs de fonds est encore plus difficile à appréhender. L'Etat, selon le contexte et ses atouts, peut plus ou moins s'impliquer. Il peut vouloir rester un acteur quand la filière cotonnière est déterminante dans l'économie du pays, ou se situer en

La recomposition des économies cotonnières

J.-B. VERON posait, dans un article de la revue *Afrique contemporaine* (Le coton, « diva » des savanes africaines, n°185 du premier trimestre 1998), la question de la « recomposition de ces économies cotonnières dans un champ de forces sociales où le désengagement de l'Etat et des grands bailleurs de fonds publics extérieurs ouvrira, par la force des choses, un espace plus large à des dynamiques nouvelles portées par les paysans et leurs organisations, les négociants internationaux, les commerçants locaux, les entreprises textiles, les banquiers et investisseurs nationaux, etc. » Derrière cette question, on retrouve les enjeux de l'organisation future des filières, du

Marché du coton : mise en bâche, Cameroun. G. Le Thiec





Coton mis en sacs pour le transport, Brésil. J. Gutknecht

arbitre et régulateur qui veille à faire respecter les conditions d'une saine concurrence, ou se placer en complice d'intérêts particuliers dans le cadre d'alliances avec certains clans préservant leurs pouvoirs et leurs prébendes. En parallèle, les bailleurs de fonds, en premier lieu des institutions de Bretton Woods, chercheront à faire respecter leurs impératifs de libéralisation et de privatisation. Le désengagement de l'Etat et des bailleurs de fonds ne sera sans doute que progressif, les conditions d'une concurrence équitable entre acteurs étant rarement réunies.

Le financement de l'agriculture, plus particulièrement de la filière cotonnière, va poser des difficultés importantes à la suite du démantèlement de l'organisation intégrée autour des sociétés cotonnières. Les organisations de producteurs ne disposent pas des fonds propres leur permettant de garantir l'achat d'intrants. Les sociétés privées se plaçant sur la commercialisation des intrants ou devant acheter le coton graine n'ont pas toujours non plus la surface financière adéquate et les capacités de négociation avec les groupes dominant le marché. En période de baisse des cours à l'exportation, le secteur bancaire se montre naturel-

lement prudent. De plus, le financement de l'équipement en traction animale des exploitations n'est pas assuré. C'est tout le financement de l'agriculture des zones cotonnières qui doit être repensé.

La compétitivité du coton africain

En complément de la question de la recomposition des économies cotonnières se pose celle de la compétitivité du coton africain. La gestion rigoureuse de chaque maillon de la filière, la capacité d'adaptation et d'innovation pour la résolution des problèmes techniques et l'amélioration de la qualité du coton fibre à l'exportation sont en jeu.

Le prix de revient du coton fibre est d'abord dépendant d'une bonne organisation de la filière et surtout d'une gestion draconienne de l'amont à l'aval. Il s'agit pour les producteurs de lier maîtrise technique et

Stockage du coton avant la vente sur le marché, Tchad. J. Gutknecht



conseil de gestion de l'exploitation pour prendre les bonnes décisions et investir à bon escient, ce qui peut conduire à choisir d'autres spéculations que le coton. Les transformateurs doivent rationaliser la collecte, gérer avec rigueur l'égrenage et la commercialisation. L'approvisionnement doit mettre à la disposition des produits de bonne qualité, adaptés aux besoins et aux moindres coûts, etc.

Face à la multiplication des problèmes techniques (extensification, baisse de fertilité de sols, lutte contre les ravageurs, etc.), les producteurs, les organismes d'appui et la recherche doivent travailler conjointement pour proposer les meilleures solutions en sortant de l'itinéraire technique unique applicable par tout le monde. La capacité actuelle d'adaptation et d'innovation reste faible faute d'habitudes de collaboration fondées sur des rapports contractuels entre acteurs bien organisés : les producteurs ne se sont pas organisés sur le plan technique, les anciens dispositifs de vulgarisation confiés aux sociétés cotonnières sont remis en cause, la recherche étatique périclite, etc.

Enfin, pour exporter, les pays africains doivent proposer des lots en quantité suffisante d'appellations d'origine répondant à des critères identifiés de façon incontestable. Ils devront travailler avec les producteurs et les chercheurs pour fournir les qualités requises. Ceci suppose également de fidéliser la production, ce qui nécessite de gagner la confiance des producteurs dans le cadre de rapports contractuels équitables. Des mécanismes cogérés de stabilisation peuvent être mis en place pour éviter les trop fortes répercussions des baisses de prix à l'exportation sur les producteurs.

Le développement des zones cotonnières

Le coton a été jusqu'à maintenant le moteur principal du développement de nombreuses zones sahélo-soudanaises et soudano-guinéennes. Il n'est pas sûr qu'il en soit de même à l'avenir si les filières cotonnières traversent de longues crises et il n'est pas forcément souhaitable de dépendre autant d'une seule spéculation. La diversification des sources

de revenu monétaire, le type d'agriculture qui sera pratiqué, la place du secteur agricole dans le développement sont en jeu.

L'aide à la décision qui a été préconisée doit conduire à promouvoir ou rechercher des productions qui puissent remplacer le coton ou le compléter pour assurer les rentrées monétaires — le maïs en est une. Comme pour la résolution des problèmes techniques liés au coton, l'enjeu se situe autour de la capacité d'innover des producteurs, de leurs conseillers et des chercheurs pour promouvoir des nouveaux systèmes d'exploitation. Cela suppose aussi que les secteurs privés et coopératifs sachent proposer des débouchés attractifs pour faciliter une diversification que les politiques agricoles et commerciales du Nord ne favorisent pas. L'agriculture familiale actuelle, semi-intensive, devrait ainsi se transformer de plus en plus rapidement. Parmi les principaux facteurs, il ne faut pas négliger celui de la pression foncière qui oblige à intensifier — les meilleurs rendements sont par exemple obtenus dans la zone dense de Korhogo en Côte d'Ivoire — mais aussi à préserver la fertilité grâce à l'agroécologie ou à l'association agriculture-élevage — la masse végétale importante que l'on peut produire sous les tropiques peut être rentabilisée en partie par l'élevage. Selon l'évolution des contextes socio-économiques, une plus ou moins grande différenciation sociale se produira, l'action des organisations de producteurs et les politiques publiques pouvant aider à réguler ces processus.

Le secteur agricole, en particulier le coton, a jusqu'à maintenant fait avancer le développement de ces zones. Le tissu institutionnel devrait continuer à s'enrichir au fur et à mesure, qu'il s'agisse de réseaux d'épargne et de crédit ou d'assurance, de coopératives d'approvisionnement et de collecte mais aussi, dans le cadre de la décentralisation, de collectivités locales, d'associations pour gérer les terroirs et les ressources naturelles ou de comités pour réguler les droits fonciers. Un

Champ de cotonnier à maturité, Burkina Faso. C. Fovet-Rabot





Transport du coton graine à l'usine d'égrenage. J. Gutknecht

des enjeux sera l'articulation entre le progrès agricole et le développement local dans lequel secteurs secondaire et tertiaire devront tenir une place croissante.

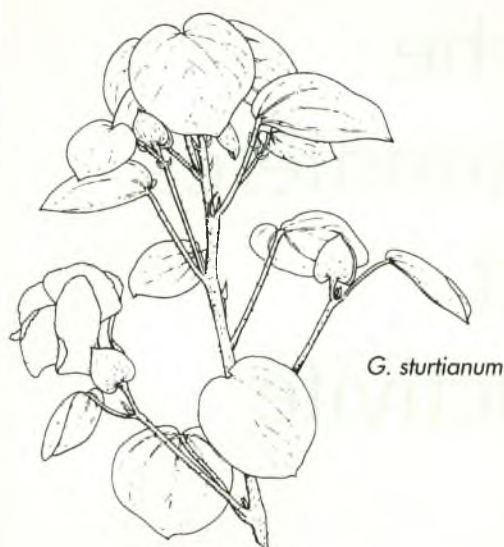
Les enjeux pour la recherche

Compte tenu de ce qui précède, certains enjeux importants pour la recherche peuvent être rappelés : identifier les innovations paysannes, remettre du contenu technique, aider à mettre en œuvre et à diffuser ces techniques, participer à la connaissance des systèmes d'exploitation et des stratégies paysannes, contribuer à la construction d'observatoires des filières et à l'élaboration des politiques agricoles. Le département des cultures annuelles du Cirad (Cirad-ca) propose de travailler sur une « nouvelle culture du cotonnier » en introduisant des changements techniques, par exemple des plants plus petits avec plus de cap-

sules, des variétés résistantes à certaines maladies, le semis direct, et en s'associant avec les acteurs concernés dans une démarche efficiente de recherche-action. Le département territoires, environnement et acteurs du Cirad (Cirad-tera) cherche également à promouvoir l'aide à la décision en liant innovation technique et conseil aux exploitations agricoles. Le programme Ecosystèmes cultivés du Cirad-ca s'attaque aussi à la question de la fertilité dans les systèmes avec semis sous paillis. Le principal défi pour les chercheurs est sans doute de bâtir des processus de travail durables avec leurs partenaires du Sud, en particulier avec les sociétés cotonnières privées et semi-publiques, avec les organisations de producteurs et avec les agriculteurs novateurs. Un cadre régional peut faciliter les synergies et les économies d'échelle à un moment où la recherche privée risque de se placer sur les créneaux intéressants délaissés par des recherches publiques en crise.

Conclusion : un nouveau tissu d'acteurs

L'aide française, qui soutient depuis de nombreuses années le développement des zones cotonnières, doit revoir sa stratégie pour mieux prendre en compte les enjeux présentés précédemment. Pour ce faire, il faut d'abord apprendre à travailler avec un tissu d'acteurs dont certains sont en phase d'apprentissage de la maîtrise de nouvelles fonctions. Ainsi, l'appui aux organisations professionnelles et interprofessionnelles est une priorité reconnue par tous. En revanche, il n'a pas été précisé jusqu'à maintenant comment est perçu le futur rôle de la Cfdt. Il faut ensuite trouver de nouvelles approches pour résoudre les problèmes techniques, favoriser la diversification, veiller à la préservation de l'environnement. Ainsi, divers projets sont en cours ou à l'étude pour favoriser l'intensification, la diversification, l'amélioration de la fertilité des sols, la mise au point de nouveaux dispositifs de conseil de gestion. Il faut enfin favoriser l'amélioration des connaissances techniques et socio-économiques, donc la formation de personnes compétentes et la mise en place des dispositifs évolutifs où elles peuvent travailler ensemble dans la durée. L'aide française et les autres aides doivent travailler conjointement pour promouvoir des politiques publiques qui libèrent les jeux d'acteurs et favorisent l'appropriation de processus de développement adaptés aux réalités africaines. Les zones cotonnières peuvent être un lieu privilégié pour ce nouveau défi.



Résumé... Abstract... Resumen

J.-C. DEVEZE — Les enjeux du développement des zones cotonnières d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

L'essor de la culture cotonnière n'est plus aussi évident alors que la concurrence mondiale s'est exacerbée et que les subventions extérieures ne sont plus de mise. La libéralisation préconisée par les institutions de Bretton Woods remet en cause le système d'intégration des filières et le rôle interventionniste de l'Etat. L'organisation future des filières cotonnières dépendra de nouveaux rapports construits entre les égreneurs négociants et les producteurs. Le rôle futur de l'Etat et des bailleurs de fonds est difficile à appréhender. La compétitivité du coton africain dépend de la gestion de chaque maillon de la filière, de la capacité d'adaptation et d'innovation techniques et de l'amélioration de la qualité de la fibre à l'exportation. Si le coton a été un moteur de l'économie de nombreux pays africains, il n'est pas sûr qu'il en soit ainsi à l'avenir. La diversification des sources de revenu, le type d'agriculture pratiqué, la place du secteur agricole dans le développement sont en jeu. Certains enjeux sont importants pour la recherche : identification des innovations paysannes, élaboration et diffusion de techniques, connaissance des stratégies paysannes, construction d'observatoires des filières, élaboration des politiques agricoles. Pour les chercheurs, il s'agit aussi de bâtir des processus de travail durables avec leurs partenaires du Sud dans un cadre régional : cela peut faciliter les synergies et les économies d'échelle. L'aide française et les autres aides doivent travailler conjointement pour promouvoir des politiques publiques qui favorisent l'appropriation de processus de développement adaptés aux réalités africaines.

Mots-clés : coton, politique agricole, Afrique.

J.-C. DEVEZE — Development issues in the cotton-growing zones of West and Central Africa.

The development of cotton growing is no longer the foregone conclusion it once was, whilst worldwide competition has increased and external subsidies are no longer available. The liberalization recommended by the Bretton Woods institutions raises questions about commodity chain integration and State interventionism. How cotton commodity chains will be organized in future will depend on the new relations established between trading ginners and producers. The future role of the State and funding agencies is also difficult to determine. The competitiveness of African cotton depends on how each link in the chain is managed, the potential for technical adaptation and innovation, and on improving export fibre quality. Whereas cotton has been a driving force in the economy of numerous African countries, there is no guarantee that it will continue to be so. The wider range of sources of income, the type of agriculture practised, and the role of the agricultural sector in development are all at stake. Certain issues are important for research: identification of innovations developed by growers, development and dissemination of techniques, knowledge of farmer strategies, establishment of commodity chain observatories, agricultural policy determination, etc. For researchers, the aim is also to establish sustainable working procedures with their partners in developing countries, within a regional framework: this may facilitate synergies and economies of scale. French and other aid structures need to work together to promote State policies favouring the adoption of development processes tailored to the realities in Africa.

Keywords: cotton, agricultural policy, Africa.

J.-C. DEVEZE — Los desafíos del desarrollo de las zonas algodoneras del África occidental y central.

El auge del cultivo algodonero no es tan claro desde que se desató la competencia mundial y se suprimieron las subvenciones externas. La liberalización preconizada por las instituciones de Bretton Woods cuestiona el sistema de integración de los sectores y el papel intervencionista de los estados. La futura organización del sector algodonero dependerá de los nuevos vínculos creados entre comerciantes desgranadores y productores. Es difícil saber el papel que desempeñarán en el futuro el estado y los proveedores de fondos. La competitividad del algodón africano depende de la gestión de cada eslabón de la cadena sectorial, de la capacidad de adaptación y de innovaciones técnicas y de mejora de la calidad de la fibra para exportación. Si el algodón ha sido un motor en la economía de numerosos países africanos, no es seguro que lo siga siendo en el futuro. La diversificación de fuentes de ingresos, el tipo de agricultura practicada y el lugar del sector agrícola dentro del desarrollo se hallan en juego. Algunos desafíos son importantes para la investigación: identificación de innovaciones campesinas, elaboración y difusión de técnicas, conocimiento de estrategias campesinas, construcción de observatorios sectoriales, elaboración de políticas agrícolas. Los investigadores deben establecer procesos de trabajo duraderos con sus colaboradores del Sur dentro de un amplio marco regional: esto puede facilitar las sinergias y economías de escala. La ayuda francesa y las otras deben trabajar conjuntamente para promover políticas públicas que favorezcan la apropiación de procesos de desarrollo adaptados a las realidades africanas.

Palabras clave: algodón, política agrícola, África.